

Chapitre deuxième

Du quota de candidatures des femmes et des jeunes aux élections politiques et des modalités d'application

Section 1

Du quota de candidatures des femmes et des jeunes aux élections politiques

Article 4 .- Le quota de candidatures des femmes et des jeunes aux élections visées par la présente loi se répartit comme suit :

- 30% de femmes,
- 20% de jeunes.

Article 5 .- Le quota fixé par la présente loi concerne les élections législatives, les élections des conseils locaux, les élections du bureau de l'Assemblée nationale et des bureaux des commissions générales permanentes.

Il s'applique uniquement aux femmes en ce qui concerne l'élection des sénateurs, du bureau du Sénat et des bureaux des commissions générales permanentes du Sénat.

Section 2

Des modalités d'application

Article 6 .- Le quota fixé par la présente loi s'applique aux candidatures titulaires présentées par tout parti politique ou groupement de partis politiques aux élections des députés, des sénateurs et des membres des conseils locaux.

Le quota fixé par la présente loi s'applique à la présentation des candidats aux postes des bureaux de l'Assemblée nationale, du Sénat, des assemblées locales et des commissions parlementaires.

Article 7 .- Les listes de candidatures aux élections locales garantissent indistinctement l'alternance homme/femme/jeune, conformément aux quotas fixés par la présente loi jusqu'à épuisement du nombre de candidatures.

Article 8 .- À l'issue du processus d'investiture, chaque parti politique ou groupement de partis politiques transmet à la Commission électorale nationale autonome et permanente un rapport détaillé sur l'application des dispositions de la présente loi.

Article 9 .- Dans les cinq jours suivant la clôture du dépôt des listes, la Commission électorale nationale autonome et permanente adresse aux partis politiques ou groupements de partis politiques ses observations sur l'application des dispositions de la présente loi.

Les partis politiques ou groupements de partis politiques qui n'auraient pas observé les dispositions de la présente loi ont un délai de quarante-huit heures pour s'y conformer.

Section 3 - Des sanctions

Article 10 .- Pour les scrutins de listes, les listes non conformes aux dispositions de la présente loi sont déclarées irrecevables.

Article 11 .- Dans le cadre des scrutins uninominaux, tout parti politique ou groupement de partis politiques qui ne se conforme pas à la présente loi encourt la suspension de sa participation aux élections envisagées ou la perte de 50% du financement public de la campagne électorale visée.

Chapitre troisième

Du quota des femmes aux emplois supérieurs de l'État

Article 12 .- Trente pour cent des emplois supérieurs de l'État sont réservés aux femmes.

Chapitre quatrième

Des dispositions diverses et finales

Article 13 .- Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application de la présente loi.

Article 14 .- La présente loi, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'État.

Fait à Libreville, le 5 septembre 2016

Ali Bongo Ondimba

Par le président de la République, chef de l'État,

Le premier ministre, chef du gouvernement

Pr. Daniel Ona Ondo

Le ministre de l'intérieur, de la décentralisation, de la sécurité et de l'hygiène publiques

Pacôme Moubelet Boubeya

Le ministre de la fonction publique, de la réforme administrative et de la modernisation des cadres juridiques et institutionnels

Jean-Marie Ogandaga

Le ministre du budget et des comptes publics

Christian Magnagna

Le ministre du développement durable,

de l'économie, de la promotion

des investissements et de la prospective

Régis Immongault Tatangani

Loi n° 10/2016

du 5 septembre 2016

portant sur la lutte contre le harcèlement en milieu professionnel

L'Assemblée nationale et le Sénat ont délibéré et adopté,

Le président de la République, chef de l'État, promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I

DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1^{er} .- La présente loi, prise en application des dispositions des articles 47 et 53 de la Constitution, porte sur les principes et mécanismes de lutte contre le harcèlement en milieu professionnel.

Chapitre premier

Des définitions et du champ d'application

Article 2 .- Au sens de la présente loi, on entend par :

- **harcèlement** : tout comportement répétitif ayant pour effet de porter atteinte à la dignité d'une personne et de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant en milieu professionnel,

- **harcèlement moral** : le fait de faire subir, sur le lieu ou à l'occasion du travail, des agissements répétés ayant pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de travail du salarié ou de l'agent public et susceptibles de porter atteinte à ses droits, à sa dignité, d'altérer sa santé physique et/ou mentale, ou de compromettre son avenir professionnel,

- **harcèlement sexuel** : le fait :
d'imposer à une personne, de façon répétée, des propos ou des comportements à connotation sexuelle qui soit portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant, soit créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante,

d'user de toute forme de pression dans le but réel ou apparent d'obtenir un acte ou des faveurs

de nature sexuelle, que ceci soit recherché au profit de l'auteur des faits ou au profit d'un tiers.

Article 3 .- Sous peine des sanctions prévues par la présente loi et/ou le code pénal, aucun salarié, agent public ou stagiaire ne doit subir, sur le lieu ou à l'occasion du travail, des agissements répétés constitutifs de harcèlement moral ou sexuel.

Article 4 .- Sous peine des sanctions prévues par la présente loi et/ou le code pénal, aucun salarié ou agent public, aucune personne en formation ou en stage ne peut être sanctionné, licencié ou faire l'objet d'une mesure discriminatoire, directe ou indirecte, notamment en matière de rémunération, de formation, de classement, d'affectation, de qualification, de classification, de promotion professionnelle, de mutation ou de renouvellement de contrat pour avoir subi ou refusé de subir des agissements répétés de harcèlement moral ou sexuel ou pour avoir témoigné contre ou relaté de tels agissements.

Article 5 .- Les actes et attitudes constitutifs de harcèlement moral ou sexuel s'appliquent :

- aux relations entre les travailleurs ou agents publics et toute personne exerçant un pouvoir ou occupant une position hiérarchique,
- aux relations entre travailleurs ou agents publics de même niveau hiérarchique.

Chapitre deuxième

De la gestion des différends ou des conflits

Article 6 .- Le salarié, l'agent public ou le stagiaire qui s'estime victime de harcèlement moral ou sexuel peut saisir, sous pli confidentiel, les délégués du personnel, l'employeur, l'inspection générale des services ou l'inspection du travail.

Article 7 .- La charge de la preuve des faits constitutifs de harcèlement moral ou sexuel incombe à la victime.

Il revient alors à la partie défenderesse de prouver que ces agissements ne sont pas constitutifs de harcèlement.

Article 8 .- Les délégués du personnel et les délégués syndicaux dans l'entreprise ainsi que l'organisation syndicale dans le secteur public disposent d'un droit d'alerte.

Article 9 .- Toute organisation syndicale représentative ou toute association légalement déclarée peut, avec l'accord écrit du salarié, engager toute action en son nom devant les autorités ou juridictions compétentes.

Au cas où le harcèlement n'est pas établi par l'autorité ou la juridiction saisie, l'employé et ses mandataires sont passibles de poursuites pour dénonciation calomnieuse.

Chapitre troisième - Des sanctions

Article 10 .- Sans préjudice des sanctions pénales prévues par les textes en vigueur, tout auteur de harcèlement moral ou sexuel sur le lieu ou à l'occasion du travail encourt les sanctions disciplinaires majeures en application des textes en vigueur.

Article 11 .- Tout licenciement intervenu suite au refus de l'employé ou de l'agent public de subir ou continuer à subir tout acte ou toute situation avérée de harcèlement moral ou sexuel est nul.

Article 12 .- Toute mesure discriminatoire, directe ou indirecte, notamment en matière de rémunération, de formation, de reclassement, d'affectation, de qualification, de classification, de promotion professionnelle, de mutation ou de renouvellement

de contrat, en ce qu'elle aura été infligée à l'employé, à l'agent public ou au stagiaire qui aura subi ou refusé de subir des agissements répétés de harcèlement moral ou sexuel, ou qui aura témoigné contre ou relaté de tels agissements, est nulle.

En conséquence, l'employeur est tenu, dans le délai de trente jours, de régulariser la situation professionnelle de l'employé, de l'agent public ou du stagiaire.

La non-régularisation peut donner lieu à la saisine, selon le cas, de l'inspection du travail, de l'inspection générale des services ou du tribunal administratif.

Article 13 .- Lorsqu'il est établi que la démission de l'employé ou de l'agent public a pour origine des faits de harcèlement moral ou sexuel, cette démission doit être considérée comme forcée et entraîne à l'égard de l'employeur les mesures prévues en cas de licenciement abusif.

TITRE II

DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 14 .- Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application de la présente loi.

Article 15 .- La présente loi sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'État.

Fait à Libreville, le 5 septembre 2016

Ali Bongo Ondimba

Par le président de la République, chef de l'État,
Le premier ministre, chef du gouvernement
Pr. Daniel Ona Ondo

Le ministre du travail et de l'emploi
Simon Ntoutoume Emane

Le ministre de la fonction publique,
de la réforme administrative et de la modernisation
des cadres juridiques et institutionnels
Jean-Marie Ogandaga

Le ministre du développement durable,
de l'économie, de la promotion
des investissements et de la prospective
Régis Immongault Tatangani

Le ministre du budget et des comptes publics
Christian Magnagna

Loi n° 11/2016

du 9 août 2016

modifiant et complétant les dispositions
de l'article 229 du code pénal

L'Assemblée nationale et le Sénat ont délibéré et adopté,

Le président de la République, chef de l'État, promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er} .- La présente loi, prise en application des dispositions des articles 47 et 53 de la Constitution, modifie et complète les dispositions de l'article 229 du code pénal.

Article 2 .- Les dispositions de l'article 229 du code pénal sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

« Le meurtre commis avec prélèvement d'organes ou d'éléments du corps humain à des fins de fétichisme, de sorcellerie et/ou commerciales est puni de la réclusion criminelle à perpétuité.

Tout condamné pour des crimes visés à l'alinéa ci-dessus ne peut bénéficier d'aucune mesure de grâce ou d'amnistie, de libération conditionnelle

ou de réhabilitation et de tout autre aménagement des peines. »

Article 3 .- La présente loi sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'État.

Fait à Libreville, le 9 août 2016

Ali Bongo Ondimba

Par le président de la République, chef de l'État,
Le premier ministre, chef du gouvernement
Pr. Daniel Ona Ondo

Le deuxième vice-premier ministre,
ministre de la justice, garde des sceaux
Séraphin Moundounga

Le ministre de l'intérieur, de la décentralisation,
de la sécurité et de l'hygiène publiques
Pacôme Moubelet Boubeya

Loi n° 12/2016

du 9 août 2016

complétant les dispositions des articles
563 et 580 du code de procédure pénale

L'Assemblée nationale et le Sénat ont délibéré et adopté,

Le président de la République, chef de l'État, promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er} .- La présente loi, prise en application des dispositions des articles 47 et 53 de la Constitution, complète les dispositions des articles 563 et 580 du code de procédure pénale en République gabonaise.

Article 2 .- Il est inséré à l'article 563 un alinéa ainsi libellé :

« Les peines prononcées en matière de meurtre avec prélèvement d'organes ou d'éléments du corps humain à des fins de fétichisme, de sorcellerie et/ou commerciales ne peuvent faire l'objet d'une amnistie, de libération conditionnelle ou de tout autre aménagement. »

Article 3 .- Le premier alinéa de l'article 580 est complété et se libelle ainsi :

« Les peines prononcées par un arrêt rendu en matière criminelle se prescrivent par vingt années révolues à compter de la date où cet arrêt est devenu définitif, à l'exception de meurtre commis avec prélèvement d'organes ou d'éléments du corps humain à des fins de fétichisme, de sorcellerie et/ou commerciales. »

Article 4 .- La présente loi sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'État.

Fait à Libreville, le 9 août 2016

Ali Bongo Ondimba

Par le président de la République, chef de l'État,
Le premier ministre, chef du gouvernement
Pr. Daniel Ona Ondo

Le deuxième vice-premier ministre,
ministre de la justice, garde des sceaux
Séraphin Moundounga

Le ministre de l'intérieur, de la décentralisation,
de la sécurité et de l'hygiène publiques
Pacôme Moubelet Boubeya

Loi n° 21/2016

du 25 octobre 2016

autorisant la ratification de l'accord de Paris,
signé à New York le 22 avril 2016

L'Assemblée nationale et le Sénat ont délibéré et adopté,

La Cour constitutionnelle a déclaré conforme à la Constitution,
Le président de la République, chef de l'État, promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er} .- La présente loi, prise en application des dispositions des articles 113 et 114 de la Constitution, autorise la ratification de l'accord de Paris, signé à New York le 22 avril 2016.

Article 2 .- Est autorisée la ratification de l'accord de Paris, signé à New York le 22 avril 2016.

Article 3 .- La présente loi sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'État.

Fait à Libreville, le 25 octobre 2016

Ali Bongo Ondimba

Par le président de la République, chef de l'État,
Le premier ministre, chef du gouvernement
Emmanuel Issozé Ngondet

Le ministre d'État, ministre des affaires étrangères,
de la francophonie et de l'intégration régionale,
chargé des Gabonais de l'étranger
Pacôme Moubelet Boubeya

ANNONCES LÉGALES

PRICEWATERHOUSECOOPERS TAX & LEGAL
B.P. 2164 - Libreville - Tél. 01.76.23.71

COMPAGNIE DES TRAVAUX PÉTROLIERS & MARITIMES

" C.T.P.M. "

Société anonyme
avec administrateur général
au capital de 10.000.000 de francs CFA
Siège social : B.P. 2072, PORT-GENTIL
R.C.C.M. PORT-GENTIL n° 2003 B 0500
N° statistique : 82 459/T

Suivant délibérations en date à Port-Gentil
15 juin 2015, enregistrées à Libreville, volume
folio 373, numéro 4346, l'assemblée générale
caractère mixte des actionnaires a :

en sa forme ordinaire, décidé :

- de régulariser la situation relative à la durée des mandats qui avait été fixée à six (6) exercices lors de l'assemblée générale ordinaire du 25 juin 2013, pour la ramener à trois (3) exercices,

- de renouveler les mandats du commissaire aux comptes titulaire, le cabinet PricewaterhouseCoopers, et du commissaire aux comptes suppléant, Monsieur Anacleto NGOUA, pour une durée de six (6) exercices, soit jusqu'à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 en sa forme extraordinaire, décidé :

- la transformation de la COMPAGNIE DES TRAVAUX PÉTROLIERS & MARITIMES " C.T.P.M. ", société à responsabilité limitée, société anonyme avec administrateur général, parts sociales devenant des actions, les associés devenant des actionnaires, l'objet social et siège social n'étant pas modifiés.

La transformation de la société prendra effet conformément aux dispositions de l'article 182 de l'acte uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, à compter du 15 juin 2015.

Cependant, elle ne deviendra opposable aux tiers qu'après achèvement des formalités de publicité prévues par l'article 265 de l'acte uniforme OHADA,